



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-douzième session

Rome, 25-26 avril 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

POUR

**LE PROJET DE MISE EN VALEUR DES ZONES BARANI DANS LA PROVINCE
FRONTIÈRE DU NORD-OUEST**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des activités précédentes du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	4
A. La zone du projet et le groupe cible	4
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS IN PAKISTAN (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU PAKISTAN)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS (DISPOSITIFS D'EXÉCUTION)	6
V. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	11
VI. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie pakistanaise (PKR)
1,00 USD	=	51,60 PKR
1,00 PKR	=	0,0195 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BAsD	Banque asiatique de développement
FMI	Fonds monétaire international
IFP	Institution financière participante
ONG	Organisation non gouvernementale
PTBA	Plan de travail et budget annuel
ULP	Unité de liaison du projet
TRE	Taux de rentabilité économique
UED	Unité d'exécution de district
ULP	Unité de liaison du projet

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET

Pakistan: Province frontière du nord-ouest



Source: Banque asiatique de développement

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

PROJET DE MISE EN VALEUR DES ZONES BARANI DANS LA PROVINCE FRONTIÈRE DU NORD-OUEST

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	Banque asiatique de développement (BAsD)
EMPRUNTEUR:	République islamique du Pakistan
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Département de la planification, de l'environnement et du développement du Gouvernement de la Province frontière du nord-ouest
COÛT TOTAL DU PROJET:	98,66 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,15 millions de DTS (équivalant à environ 14,45 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	BAsD Institution financière participante (IFP)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	BAsD: 40,06 millions de DTS (équivalant approximativement à 52 millions de USD) IFP: 1,21 million de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	32 ans, y compris un différé d'amortissement de huit ans, avec un taux d'intérêt de un pour cent (1%) l'an pendant le différé d'amortissement et de un et demi pour cent (1,5%) par la suite
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	20,11 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	10,89 millions de USD
INSTITUTIONS CHARGÉES DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	BAsD/FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	BAsD

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le projet, qui accordera une importance particulière aux femmes, bénéficiera à environ 67 000 ménages. Il s'agit essentiellement de petits exploitants, d'ouvriers agricoles sans terre, de fermiers/métayers et de ruraux travaillant hors exploitation. Les récoltes étant souvent mauvaises en raison de l'irrégularité des conditions climatiques, la plupart des ménages vivent dans la pauvreté. L'évaluation accélérée des projets ruraux et les ateliers communautaires participatifs ont permis de définir en collaboration avec le groupe cible ses besoins prioritaires. Les villages ou communautés pauvres sont en général petits et isolés, la taille des exploitations y est inférieure à la moyenne et le nombre des paysans sans terre supérieur à la moyenne, et leurs infrastructures matérielles et sociales sont insuffisamment développées.

Pourquoi sont-ils pauvres? En raison des conditions climatiques de la zone du projet, il est extrêmement difficile de la désenclaver, d'accroître la productivité agricole, de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie de la population. L'agriculture, caractérisée par le faible apport d'intrants et le faible rendement, est de fait une activité de subsistance. La pauvreté dans cette région est principalement due au manque de ressources agricoles ainsi qu'à l'irrégularité et l'insuffisance des précipitations dans le sud, souvent responsables de mauvaises récoltes ou de baisses de rendement. Ces facteurs, auxquels s'ajoutent la petite taille et le morcellement des exploitations, l'insuffisance des services agricoles et la pénurie d'intrants et de crédit, ont contribué à enfermer la population dans le cercle vicieux de la pauvreté. Cette situation a incité les habitants à émigrer pour s'assurer des revenus, ce qui a eu pour conséquence de réduire la main-d'œuvre disponible, au détriment de l'accroissement de la productivité, et d'accroître le fardeau des femmes à qui incombe la majeure partie des travaux agricoles. L'analphabétisme est très répandu, en particulier chez les filles, étant donné que la scolarisation impose un double fardeau aux familles pauvres: une mise de fonds et une perte de main-d'œuvre.

Que leur apportera le projet? Le projet visera à: i) réduire la pauvreté dans les zones reculées de la Province frontière du nord-ouest, en particulier parmi les petits exploitants et les paysans sans terre; ii) améliorer la condition des femmes en en faisant les bénéficiaires des activités d'une manière acceptable au plan culturel et créer des emplois pour les ruraux; et iii) améliorer les conditions de vie de la population rurale et réduire la charge de travail des femmes moyennant notamment des investissements dans l'alimentation en eau potable et les infrastructures de base. Les services du projet seront assurés par l'intermédiaire d'organisations communautaires qui seront créées/renforcées en s'appuyant sur des organisations non gouvernementales (ONG) locales. Le projet bénéficiera directement à environ 67 000 ménages (soit 7% de l'ensemble des ménages de la zone du projet) du fait de l'intensification des cultures, de l'amélioration de l'irrigation et de la gestion de l'eau sur les exploitations, et de l'amélioration de la santé animale. En outre, un nombre beaucoup plus important de ménages tirera profit de l'amélioration globale des services agricoles, de la recherche appliquée, de l'alimentation en eau ainsi que des micro-entreprises et des activités rémunératrices. Les bénéficiaires, notamment les femmes, tireront avantage des équipements d'alimentation en eau, de l'amélioration des services de santé et d'éducation, de la formation et de la création d'activités rémunératrices. La participation des autorités locales récemment élues aura un effet bénéfique sur l'administration publique, renforcera la maîtrise des investissements du projet par les bénéficiaires et améliorera le ciblage, la mise en œuvre et la viabilité des activités.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le projet a été formulé après que les bénéficiaires aient été largement consultés et que l'expérience positive des projets financés par le FIDA dans le pays, en particulier le projet de soutien aux villages de la zone de Mansehra, ait été prise en compte. Les consultations ont comporté notamment une évaluation rurale participative, une analyse de la problématique hommes-femmes avec la participation des femmes, et des ateliers



villageois participatifs auxquels ont été associés les autorités locales, le secteur privé et les ONG. La conception du projet a été validée pendant l'évaluation prospective en consultation avec les bénéficiaires à l'échelon des villages. Les activités du projet, s'appuyant sur la forte mobilisation des communautés, comprendront notamment la création d'organisations de femmes et d'organisations villageoises, qui ouvriront la voie aux organismes d'exécution et aux autres prestataires de services, leur permettant d'entrer en contact avec les villageois et d'établir des partenariats aux fins du développement. Tous les services techniques et sociaux du projet seront assurés en fonction des besoins des bénéficiaires afin de garantir leur bien-fondé, leur efficacité et leur viabilité. Le personnel du projet, les bénéficiaires et les femmes en particulier recevront une formation appropriée.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
POUR
LE PROJET DE MISE EN VALEUR DES ZONES BARANI DANS LA PROVINCE
FRONTIÈRE DU NORD-OUEST

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République islamique du Pakistan d'un montant de 11,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,45 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de mise en valeur des zones barani dans la Province frontière du nord-ouest. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par la Banque asiatique de développement (BAsD) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Pakistan, qui couvre une superficie d'environ 796 100 km², compte 139 millions d'habitants (chiffre estimatif), le taux d'accroissement démographique étant de 2,6% par an. La croissance du produit intérieur brut (PIB) en 1996/97 n'a pas dépassé quelque 3,1%. Près d'un tiers du pays vit dans des conditions de pauvreté, déterminées d'après le revenu ou l'apport énergétique². La fréquence de la pauvreté a augmenté pendant les années 90 et la situation s'est aggravée dernièrement en raison du ralentissement de la croissance économique et du recul récent de l'aide publique au développement. En 1999, la croissance économique s'est établie à 3,1%, le déficit budgétaire atteignant 5,9%. Les flux de capitaux privés ont également beaucoup diminué, ce qui traduit la perte de confiance des investisseurs étrangers. Le gouvernement prend des mesures pour faire face aux déficits budgétaires et des paiements courants. Pour rétablir la confiance, il a présenté un programme à quatre volets: lutte contre la pauvreté, bonne administration publique, amélioration du recouvrement de l'impôt et décentralisation.

2. Soixante-sept pour cent de la population pakistanaise vit dans les campagnes, où l'on trouve plus de la moitié des pauvres du pays. Dans les zones rurales, l'agriculture est la principale source d'emplois et de revenus. Malgré le recul de la part qu'elle représente dans l'économie nationale, l'agriculture assure encore 70% des recettes en devises, fournit environ 50% des emplois et contribue au PIB à hauteur de 25%. La production agricole assure 60% du PIB agricole, le sous-secteur de l'élevage environ 30% et les pêches et les forêts 10%. Le taux de croissance moyen de l'agriculture est resté faible, progressant tout juste au même rythme que l'accroissement démographique. Les principaux obstacles sont notamment les déficiences des marchés fonciers et de la répartition des terres, l'inefficacité de l'irrigation, la dégradation des sols, l'insuffisance du réseau rural de transport et

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

² Le Pakistan est classé 138^{ème} sur 174 pays, selon l'indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD de 1998).



l'accès limité des petits exploitants au crédit. Les agriculteurs des zones non irriguées se trouvent dans une situation nettement défavorisée par rapport à ceux des zones irriguées, car ils sont vulnérables aux intempéries et aux difficultés générales d'accès. La sécheresse prolongée qui frappe actuellement le Pakistan a eu un effet particulièrement préjudiciable sur les régions de culture pluviale.

B. Enseignements tirés des activités précédentes du FIDA

3. Le projet tient compte dans sa conception des enseignements tirés des activités du FIDA, de la Banque asiatique de développement (BAsD), des projets financés par d'autres donateurs et des organisations non gouvernementales (ONG). Il n'a pas été facile de préconiser une approche soucieuse d'équité entre les sexes, mais de nombreux projets en cours financés par le FIDA s'attachent à mettre au point des moyens acceptables à l'échelon local d'intégrer cette problématique. Dans l'ensemble, on peut considérer que de nombreux projets précédents ont été généralement menés à bien dans la mesure où ils ont permis d'améliorer le niveau de vie dans les campagnes desservies, malgré quelques problèmes d'exécution et un taux de décaissement insuffisant dû à la faiblesse persistante de la roupie pakistanaise. Il ressort des projets qu'une approche participative, induite par la demande, évitant les conflits et l'exclusion, et sensible aux aspects culturels, permet de manière très efficace d'atteindre les villages pauvres et le groupe cible, notamment les femmes. Pour garantir le ciblage correct des bénéficiaires et leur adhésion au projet, il faut que l'exécution soit suffisamment souple et la gestion décentralisée. L'accès au crédit est la condition *sine qua non* pour adopter un nouveau mode de pensée et de nouvelles méthodes permettant d'améliorer la productivité des pauvres, et il est important de concevoir un système efficace d'octroi et de recouvrement du crédit afin d'en garantir la viabilité. Le succès des activités de crédit est fonction de la mobilisation de l'épargne limitée des pauvres, de la participation des communautés au processus de crédit et de ses liens avec le système financier structuré. La participation des femmes à la définition et au classement par ordre de priorité de leurs propres besoins doit être garantie grâce à des programmes efficaces de sensibilisation destinés tant aux femmes qu'aux hommes, à la participation d'ONG locales appropriées et au recrutement de personnel féminin qualifié.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan

Politique nationale de lutte contre la pauvreté

4. Malgré une certaine amélioration des infrastructures sociales, s'agissant notamment des indicateurs d'équité entre les sexes, le Pakistan ne progresse pas au même rythme que la plupart des autres pays asiatiques en matière d'accroissement démographique, de mortalité infantile, de scolarisation et d'alphabétisation des adultes. Pour s'attaquer au problème de la pauvreté, le gouvernement encourage la participation du secteur privé et s'emploie à améliorer la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, moyennant le renforcement de l'agriculture, des infrastructures et du secteur social. Parmi les principales initiatives dans le secteur social figurent les investissements en faveur de la mise en valeur des ressources humaines (éducation, santé et assainissement). Le gouvernement a pris l'année dernière plusieurs nouvelles mesures en matière de lutte contre la pauvreté et de développement. Il a lancé le programme national de lutte contre la pauvreté (mars 2000) pour stimuler l'emploi et mettre en place l'infrastructure de base et les services essentiels dans les zones rurales et les zones urbaines à faible revenu. Afin d'arriver à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement a présenté un document d'orientation intérimaire sur la lutte contre la pauvreté, qui met l'accent sur la croissance économique à large assise et sur la mise en valeur des ressources humaines pour lutter contre la pauvreté. Il met par ailleurs sur pied une banque chargée du microfinancement qui bénéficie du soutien de la BAsD. Enfin, pour garantir l'efficacité et la bonne administration publique, le gouvernement a commencé à décentraliser les pouvoirs administratifs et les ressources des gouvernements fédéraux et provinciaux vers les autorités de district et de sous-district. Les élections des responsables locaux devraient être achevées

d'ici le milieu de l'année. Des dispositions spéciales ont été prises pour que les femmes et les groupes défavorisés soient convenablement représentés dans ces organismes locaux.

Stratégie du FIDA au Pakistan

5. **Appui des donateurs.** Outre l'appui du FIDA et de la BASD dans la Province frontière du nord-ouest, plusieurs donateurs multilatéraux et bilatéraux ont financé des initiatives de développement rural, notamment: le programme II d'action sociale (appuyé par la Banque mondiale, la BASD, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Japon et l'Union européenne), et le projet IV de gestion de l'eau sur les exploitations financé par la Banque mondiale. Par ailleurs, la Banque mondiale appuie un programme de développement rural à l'échelle nationale, le Fonds de lutte contre la pauvreté au Pakistan, qui achemine les ressources vers les communautés par l'intermédiaire d'ONG, et elle finance dans la Province frontière du nord-ouest le projet d'infrastructures communautaires (infrastructures de base dans les zones urbaines et les agglomérations rurales).

6. Le FIDA a financé au Pakistan 17 projets, desservant plusieurs régions, comportant des activités multiples et associant de plus en plus les bénéficiaires et les ONG. La stratégie du FIDA a été affinée après l'évaluation du portefeuille du pays en 1995 et d'autres études et évaluations spécifiques, qui ont examiné de manière approfondie tous les projets financés par le FIDA et tiré un certain nombre d'enseignements qui ont été ensuite pris en considération pour la conception et l'exécution des projets. Les projets font une très large place à l'organisation communautaire, considérée comme le pilier de toutes les activités de développement induites par la demande.

7. Les projets du FIDA suivent une stratégie comprenant les principaux axes suivants: i) continuer à centrer davantage les activités du Fonds sur les ruraux pauvres, en particulier les petits exploitants, les fermiers, les paysans sans terre et les femmes; ii) axer les activités sur les zones rurales pauvres, en insistant sur les régions semi-arides, montagneuses et fragiles sur le plan environnemental; iii) encourager l'évolution de l'approche communautaire et participative en matière de développement, en appuyant les organisations locales et communautaires, dont les capacités d'intervention seront renforcées par des ONG; iv) axer directement les activités des projets sur l'amélioration de la condition des femmes, moyennant la prestation de services ciblés tels que l'alimentation en eau, la nutrition, la santé et l'éducation, et indirectement grâce à des activités de sensibilisation, à la formation et à la pression exercée sur les chefs des communautés, les membres des *jirgay* (assemblées tribales des anciens) et les hommes, afin que les femmes soient associées à la prise de décisions concernant la sélection des opérations et le classement par ordre de priorité des opérations financées par les projets; v) centrer les activités de lutte contre la pauvreté sur trois grandes catégories - activités agricoles, activités non agricoles et infrastructures; et vi) faire une large place au crédit accordé aux activités rémunératrices à l'intention des pauvres, en particulier des femmes rurales, et associer le système institutionnel de crédit à la création de micro-entreprises.

Raison d'être du projet

8. De vastes zones de la Province frontière du nord-ouest sont occupées par des populations pauvres qui sont en grande partie tributaires pour leur subsistance de cultures pluviales au rendement irrégulier. Les infrastructures sont limitées; le rayon d'action des services est restreint; les indicateurs de santé et d'éducation sont médiocres; et il n'existe pratiquement pas d'organisation autochtone pour mobiliser les villageois ou faire campagne pour une amélioration des conditions de vie. La vie des femmes est extrêmement pénible. Cependant, il existe des ressources et des possibilités, notamment des technologies améliorées et abordables, qui permettraient d'augmenter la productivité des systèmes d'exploitation agricole et d'élevage. Les ressources forestières et les parcours collectifs peuvent être mieux gérés pour répondre aux besoins locaux. Il est possible de se procurer pour un prix raisonnable des modèles simples de petites infrastructures rurales, qui ont fait leurs preuves dans des environnements analogues. Grâce au microfinancement, on pourrait éviter le coût élevé de



l'endettement et donner accès à de nouveaux moyens de subsistance. Ces méthodes, ainsi que d'autres approches pragmatiques, sont largement utilisées par les prestataires de services, mais il n'existe pas de moyen efficace d'établir des liens entre les communautés rurales et les organismes d'exécution, les instituts de recherche, les ONG et les IFP.

9. La prestation de services induits par la demande avec la participation des intéressés s'est avérée efficace pour mobiliser les ruraux pauvres dans le cadre du projet de soutien aux villages de la zone de Mansehra, financé par le FIDA. Pour cela, on peut faire appel à certaines ONG, qui s'emploient à faciliter le développement en sensibilisant les groupements et en transmettant une nouvelle image de la femme et de son rôle. L'évaluation rurale participative et les ateliers communautaires participatifs conduits pendant la formulation ont permis de mieux comprendre les besoins prioritaires du groupe cible, qui sont notamment les suivants: alimentation en eau potable; amélioration de l'accès à la vulgarisation agricole, à la technologie et aux intrants (intrants de qualité et semences et matériel génétique améliorés); routes praticables et accès aux ressources extérieures; autres moyens d'existence; crédit abordable; combustible en quantité suffisante pour couvrir les besoins des ménages; services sociaux de base; et infrastructure villageoise. Un projet gardant la souplesse voulue pour s'adapter aux besoins évolutifs des ruraux, tels qu'ils auront été définis et classés par ordre de priorité avec la pleine participation des femmes, est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté dans ces régions reculées où les conditions sont difficiles et il pourrait servir de modèle aux nouvelles autorités locales pour la prestation des services avec la participation des intéressés.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. La zone du projet et le groupe cible

10. **La zone du projet.** Quelque 930 000 ménages (environ 5,6 millions de personnes) vivent dans la zone du projet qui couvre 30 000 km² et comprend les districts de Abbottabad, Bannu, Batagram, Haripur, Karak, Kohat, Kohistan, Lakki, Mansehra, et la Région fédérale de Orakzai. De vastes zones sont occupées par des populations défavorisées vivant de cultures pluviales. La productivité étant faible et les possibilités d'emploi rares, l'émigration est importante.

11. La zone du projet est une terre de contrastes, avec de très hautes montagnes, des pentes abruptes, des plaines alluviales et de piémont, des terres bien arrosées et des zones arides ou semi-arides. Une meilleure gestion de ces terres agricoles pourrait permettre d'augmenter les rendements et la production globale. La répartition des précipitations varie largement dans les zones barani, entre les divisions de Bannu/Kohat et la Région d'Orakzai au sud et la division d'Hazara au nord, ce qui influe fortement sur le type d'agriculture. De manière générale, les précipitations annuelles moyennes diminuent du nord au sud, mais elles peuvent également varier localement selon l'altitude (Région d'Orakzai). L'agriculture des zones barani est caractérisée par de faibles apports d'intrants et de faibles rendements, et en particulier par la taille réduite des exploitations et souvent morcelées.

12. Les taux d'alphabétisation sont compris dans la région entre 6 et 39% pour les hommes et entre 1 et 8% pour les femmes. De nombreux villages n'ont aucun équipement de santé ni personnel médical auxiliaire, ni pour les femmes ni pour les hommes. Les maladies les plus fréquentes sont le paludisme ainsi que les maladies d'origine hydrique et celles liées au manque d'hygiène. L'accès aux équipements de santé est souvent difficile du fait de l'insuffisance du réseau routier, formé principalement de pistes (*kacha*). Quelques villages du district de Kohistan n'ont aucun accès routier.

13. **Condition des femmes.** Une part relativement importante des activités agricoles incombe aux femmes en raison de l'émigration de la main-d'œuvre masculine. Elles participent à des travaux agricoles tels que l'application de fumier, le désherbage, la récolte, ainsi que le nettoyage et le stockage des céréales. Leur participation est plus importante dans les ménages pauvres. Elles cultivent également les potagers, déshydratent les légumes et les fruits pour la consommation familiale,



ramassent le bois de feu, vont chercher l'eau, coupent l'herbe pour le foin et surveillent le bétail. Dans l'ensemble de la zone du projet, le contexte social est caractérisé par le traditionalisme, ce qui a un effet préjudiciable sur l'accès des femmes aux moyens de production, aux services sociaux et à la prise de décisions et sur le bien-être des enfants. Des facteurs sociaux et économiques, notamment les inégalités en matière d'éducation et de compétence, empêchent les femmes d'accéder au crédit et aux intrants techniques. Sur le plan de l'éducation et de la santé, les femmes et les filles des campagnes sont parmi les plus défavorisées de tous les groupes de la Province frontière du nord-ouest. Des échanges de vue collectifs avec des villageois et des villageoises ont montré que les principaux conflits à l'intérieur des communautés et entre communautés portent sur les femmes, les terres communales et le bétail.

14. **Le groupe cible.** La pauvreté qui frappe les ruraux de la zone du projet est mise en évidence par les indicateurs socio-économiques, qui sont pour la plupart défavorables tant en termes absolus que par rapport au reste de la Province frontière du nord-ouest et à l'ensemble du pays. Les principaux facteurs responsables sont l'éloignement et les difficultés d'accès de nombreuses zones d'habitation, le manque d'infrastructures, la rigueur de l'environnement et les possibilités d'emploi limitées. Cette situation est aggravée par la taille moyenne des exploitations, petites et peu rentables et par la faible productivité des pratiques agricoles, raisons pour lesquelles quasiment tous les ménages font partie du groupe cible du FIDA. La population cible compte au moins 5 millions de personnes (environ 830 000 ménages), soit quelque 89% de la population totale: petits ou moyens propriétaires, métayers et paysans sans terre. D'après les résultats de l'enquête portant sur des villages représentatifs, la consommation de plus de 80% des ménages se situe au-dessous du seuil de pauvreté, soit 15 USD par personne. Plus de 75% des ménages connaissent des pénuries alimentaires. L'endettement est très répandu, en particulier pour couvrir les besoins de base et les dépenses médicales. Les femmes rurales de la zone du projet se heurtent au double problème de la pauvreté et des contraintes culturelles s'opposant à leur participation à la prise de décisions dans les domaines privé et public. Elles sont particulièrement vulnérables car elles n'ont accès ni régulièrement ni librement aux soins de santé et à l'éducation, leur rang de priorité sur le plan nutritionnel est moindre par rapport aux autres membres de la famille et leur taux de mortalité est plus élevé, en raison en partie des risques liés aux grossesses. La plupart d'entre elles n'ont pas de débouchés suffisants pour leurs produits et leur savoir-faire. Toutes les femmes rurales feront donc partie du groupe cible du FIDA.

15. Les activités du projet s'appuieront sur une participation communautaire active. Par ailleurs, la priorité sera accordée aux activités bénéficiant directement aux femmes et aux enfants telles que l'alimentation en eau, la formation des filles et les soins de santé.

16. **Priorité du groupe cible en matière de développement.** Les bénéficiaires ont pu participer à la définition de leurs besoins prioritaires grâce aux consultations approfondies menées pendant la formulation du projet. Une enquête sociale a été entreprise dans des villages représentatifs. Une analyse distincte de la problématique hommes-femmes a été également effectuée et des consultations ont été organisées avec les femmes, dans le cadre diagnostic participatif et d'enquêtes officielles. Les représentants de tous les échelons du gouvernement, du secteur privé, des ONG et des projets en cours ont été également associés aux consultations. Une série d'ateliers de validation ont permis de mettre en commun les conclusions préliminaires, d'examiner les propositions du projet et de dialoguer avec les bénéficiaires et les autres partenaires. À l'échelon central, un atelier a été organisé avec la participation de fonctionnaires, des organismes d'exécution, des ONG, des IFP et des institutions concernées par le projet. La population se rend de plus en plus compte qu'elle n'a pas accès aux infrastructures sociales et de production, et elle exprime clairement ses besoins prioritaires et ses idées quant aux solutions possibles. Les problèmes à régler sont notamment les suivants: manque d'eau de boisson et d'irrigation; infrastructures villageoises et possibilités d'accès; services de soutien; et insuffisance du crédit accordé aux petits exploitants et aux paysans sans terre qui s'engagent dans des activités rémunératrices hors exploitation pour assurer leur subsistance. Plusieurs solutions sont proposées: i) exploitation des eaux de surface et souterraines moyennant la construction de réseaux et



de puits par gravité, etc.; ii) amélioration et extension des réseaux d'irrigation et d'alimentation en eau existants; iii) construction de petites routes rurales pour relier les villages aux routes principales ou aux marchés; iv) dispensaires et services vétérinaires; et v) formation et éducation des jeunes femmes et des filles. Les communautés se sont dans une large mesure déclarées prêtes à participer aux activités du projet fondées sur les priorités qu'elles ont établies et à contribuer aux coûts et assumer la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements.

B. Objectifs et portée

17. Les principaux objectifs du projet sont les suivants: i) lutter contre la pauvreté dans les zones reculées de la Province frontière du nord-ouest, en particulier parmi les petits exploitants et les paysans sans terre; ii) améliorer la condition des femmes; iii) améliorer les pratiques agricoles et la gestion des ressources naturelles; iv) développer les infrastructures communautaires afin d'ajouter de la valeur aux activités villageoises et/ou d'en réduire les coûts; et v) améliorer les moyens de subsistance et le niveau de vie des ruraux, notamment grâce à des mesures spécifiques favorisant l'accès des femmes aux ressources sur le plan social et économique.

C. Composantes

18. Toutes les composantes ont été conçues de manière que soient abordées de façon intégrée l'amélioration des modes de subsistance en milieu rural et la lutte contre la pauvreté mais elles comportent la souplesse nécessaire pour que le projet puisse répondre à l'évolution de la demande et des besoins tels qu'ils auront été repérés et classés par ordre de priorité, en concertation avec les bénéficiaires.

Développement à l'échelon des villages

19. Des ONG compétentes travaillant en sous-traitance pour le projet seront chargées de mobiliser les bénéficiaires afin de constituer des organisations communautaires sur le modèle qui a fait ses preuves pour le projet de soutien aux villages de la zone de Mansehra, mené avec l'appui du FIDA. Cette démarche comportera six grandes étapes: i) repérer des animateurs villageois; ii) les former et leur apporter un appui; iii) organiser des ateliers avec la participation de la communauté pour déterminer les besoins et les possibilités et préparer puis évaluer le plan de développement villageois; iv) approuver formellement le plan villageois et signer l'accord de partenariat entre les représentants des organisations communautaires féminines et masculines et le directeur du projet; v) entamer l'exécution des activités dans les conditions fixées; vi) suivre et évaluer le développement des villages. Dès après le premier atelier, les organisations communautaires féminines et masculines seront constituées, à raison de trois ou quatre par village; leurs représentants seront regroupés en organisations villageoises et organisations de femmes, dont le nombre s'élèvera, respectivement à environ 830 et 500. Les organisations villageoises et les organisations de femmes sont particulièrement bien placées pour s'occuper des questions de propriété collective et assurer la liaison avec les organismes d'exécution. Afin que les femmes soient associées à part entière au projet dans le respect de la culture locale, on mènera les activités suivantes: éducation au village pour les filles; formation de villageoises aux tâches d'enseignement; sensibilisation aux questions de santé et à la planification familiale; intervention de femmes agents de santé; formation d'accoucheuses traditionnelles; sensibilisation à la condition des femmes (notamment droits civils et religieux et accès à la justice); formation technique et formation à la gestion d'entreprise; enfin, appui à la création de réseaux entre organisations de femmes. Le projet financera d'autre part la formation d'animateurs (5 200) et de responsables (10 500) chargés d'organiser et de diriger les activités et il donnera à des villageois des compétences en matière de gestion de micro-entreprise, une formation professionnelle de base et des capacités en matière de microfinancement. Des réunions seront par ailleurs prévues entre les organisations communautaires féminines et masculines et les responsables du projet, les



organismes publics chargés de l'exécution et d'autres instances de manière à dégager d'autres ressources et possibilités, en assurer le maillage et coordonner leur utilisation.

Agriculture et gestion des ressources naturelles

20. Cette composante, qui dépendra de la demande, est conçue pour répondre aux besoins des bénéficiaires tels qu'ils auront été repérés lors d'ateliers participatifs, et elle comprend toute une gamme d'activités de développement agricole, que l'on trouvera résumées ci-après: i) fourniture de semences améliorées moyennant la création dans les villages de parcelles de multiplication de semences et de démonstration d'une superficie totale de 3 400 ha; ii) introduction de techniques peu coûteuses pour réduire les pertes après récolte et pendant l'entreposage et développement de la pratique du compostage (démonstration dans tous les villages); iii) identification et introduction de variétés de cultures pluviales améliorées grâce à des travaux de recherche adaptative (820 ha seront mis à disposition pour des activités expérimentales); iv) maillage avec des instituts de recherche analogues travaillant dans des zones barani (zones de culture pluviale) pour garantir un bon rapport coût-efficacité; v) introduction de la culture hors saison de légumes de haute valeur pour améliorer la situation nutritionnelle et les revenus des familles (850 parcelles de démonstration); vi) création de pépinières privées d'arbres fruitiers qui seront gérées par les paysans; vii) amélioration des races animales (insémination artificielle pour les bovins et introduction de races améliorées pour les caprins et les ovins); viii) amélioration de la santé animale et vaccination (fourniture de 1,2 million de doses de vaccins); ix) amélioration de l'alimentation animale et gestion des élevages de volailles; x) amélioration de l'utilisation par les communautés des zones forestières et parcours avoisinants, approvisionnement durable en bois de feu et appui à des activités de reboisement communautaire (5 500 ha) et à la plantation d'arbres par les paysans (18 500 ha); xi) appui à la mise en place de mesures de lutte contre l'érosion des sols, par exemple culture en bandes, culture selon les courbes de niveau, techniques de culture des pentes, épis, digues de protection, étangs et barrages de régulation (plus de 1 800 structures de ce type seront mises en place); enfin, xii) renforcement des capacités de la station de recherche sur les cultures pluviales de Kohat pour qu'elle puisse faire des travaux de recherche adaptative et appliquée et renforcer la liaison avec le Ministère de la vulgarisation agricole et avec les centres internationaux de recherche agricole.

21. Le projet dispensera d'autre part une formation étayée par des démonstrations à des agents de vulgarisation, des paysans et des femmes, selon les besoins, dans les domaines suivants: i) techniques agricoles améliorées dans les zones non irriguées; ii) méthodes participatives d'exploitation de la forêt, planification de l'utilisation des terres au niveau villageois, pépinières communautaires, reboisement et activités rémunératrices connexes; iii) exploitation et entretien des pépinières; iv) création de micro-entreprises génératrices de revenus; v) conservation des fruits et légumes; vi) pratiques améliorées de gestion des sols et de l'eau.

Services financiers ruraux

22. Étant donné que les pauvres ont difficilement accès au crédit et que, lorsqu'ils y ont accès, les taux d'intérêt sont élevés et les prêts de très courte durée, ils ont beaucoup de mal à développer leur base de production et à accroître leur productivité. Le projet sélectionnera pour huit districts des IFP appropriées, comme la Banque de Khyber, qui seront chargées de gérer une ligne de crédit; elles fourniront environ 10% du crédit sur leurs propres ressources. Chaque IFP administrera un fonds renouvelable qui permettra de poursuivre les activités après la clôture du projet. Quarante pour cent des fonds de la ligne de crédit gérée par les IFP seront acheminés aux communautés visées par le projet par l'intermédiaire des ONG partenaires (moyennant une ligne de crédit pour la rétrocession des prêts) ou des responsables du crédit des unités d'organisation sociale (services directs aux bénéficiaires avec versement par la banque d'incitations aux animateurs). Les 20% restants seront constitués par des prêts directs octroyés par les IFP pour des montants supérieurs à 50 000 roupies pakistanaïses (PKR) (environ 950 USD). Dans les zones reculées du Kohistan et de l'Orakzai, des ONG travailleront en sous-traitance pour gérer une autre ligne de crédit et administrer un fonds

renouvelable selon des dispositions acceptables pour la BASD et le FIDA. Pour assurer la cohérence des méthodes suivies dans les différents districts, il sera mis au point un manuel pour le financement rural. Le projet recrutera des ONG qui devront aider et former les bénéficiaires dans le domaine de la gestion du crédit et des micro-entreprises. Les prêts seront octroyés aux taux prévalant sur le marché (actuellement 18-23%) conformément à la politique officielle et dans le but d'assurer la viabilité financière à long terme et le maintien des activités dans le temps. Un minimum de 30% de tous les prêts secondaires sera réservé à des femmes.

Mise en place participative de petites infrastructures

23. Il s'agira d'améliorer les infrastructures villageoises, d'en élargir l'accès et d'améliorer la qualité de vie des villageois. Pour ce faire, les mesures suivantes seront prises: i) un bilan et une analyse de la situation seront effectués et, ce faisant, une ONG travaillera avec un village pour établir un modèle qui sera présenté lors d'une table ronde réunissant les organismes d'exécution au niveau du district; ii) la faisabilité technique et sociale des activités sera déterminée avec l'aide de l'organisme d'exécution concerné; iii) après évaluation, si les activités sont jugées viables, l'organisme d'exécution aidera à concevoir les ouvrages d'infrastructures requis; iv) les plans seront soumis à l'unité d'exécution de district (UED) pour examen, approbation et remise ultérieure des fonds par tranche aux organisations de femmes et aux organisations villageoises qui assureront la mise en œuvre. Toutefois, avant que les fonds soient débloqués, il faudra préciser les conditions de partenariat en définissant les responsabilités et les obligations des organisations de femmes et des organisations villageoises, notamment les besoins en matière d'exploitation et d'entretien et les ressources nécessaires.

24. Les activités relatives aux infrastructures communautaires seront retenues en fonction des critères suivants: i) elles doivent être à même d'accroître les revenus des organisations villageoises et des organisations de femmes ou d'améliorer la condition sociale des intéressés; ii) leur coût ne devrait pas dépasser 7 500 USD environ par organisation communautaire féminine ou masculine et 200 USD par ménage participant; iii) si elles ont un impact sur l'environnement, il doit être négligeable; iv) le taux de rentabilité économique ne devrait pas être inférieur à 12%. Cependant, des activités de plus grande envergure pourront être menées pour un groupe d'organisations communautaires féminines ou masculines ou un groupe d'organisations de femmes/d'organisations villageoises; dans ces cas, les ressources seront mises en commun et les mêmes principes et procédures seront respectés de manière à susciter le consensus et l'engagement des intéressés. Le projet financera la mise en place de toute une gamme d'infrastructures communautaires, notamment: environ 570 périmètres de micro-irrigation (6 à 40 ha chacun), 770 réseaux d'alimentation en eau potable, 600 km de routes de desserte et 275 km de routes de liaison dans les districts, la construction de petites installations de production d'énergie hydro-électrique ("microhydel") d'une puissance de 5 à 20 kw pour un coût moyen de 7 000 USD chacune et, enfin, la construction de latrines à titre de démonstration dans certaines écoles qui ne possèdent pas d'infrastructure en matière d'hygiène.

Appui aux institutions

25. Cette composante comprend la gestion du projet, l'appui technique sectoriel et les services de consultants, le suivi et l'évaluation des avantages ainsi que le renforcement des capacités et la formation des agents des ONG, du personnel et des fonctionnaires des autorités locales. On créera une unité de liaison du projet (ULP) à Peshawar, capitale de la Province frontrière du nord-ouest, ainsi que 10 UED dans les neuf districts et la Région d'Orakzai, en veillant à les doter du matériel et du personnel suffisant. Un appui sectoriel sera apporté par des coordonnateurs techniques qui travailleront dans les domaines suivants: problématique hommes-femmes et formation, agriculture et gestion des ressources naturelles et mise en place d'infrastructures rurales. Pour le suivi et l'évaluation des avantages, parallèlement au système mis en place, des consultants indépendants établiront leur propre dispositif et procéderont à des bilans. Pour développer les institutions, on renforcera la capacité des ONG locales, des liaisons seront établies avec les nouvelles autorités locales et une formation en gestion et en comptabilité sera dispensée au personnel du projet.

D. Coûts et financement du projet

26. Le coût total du projet, qui portera sur sept ans, est estimé à 98,66 millions de USD (aux prix de septembre 2000), y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les coûts en devises représentent environ 17% du total. Les provisions pour aléas d'exécution représentent 4% des coûts de base. Les aléas financiers ont été calculés en fonction des projections de la Banque mondiale et du FMI. L'estimation des coûts du projet s'est faite sur la base de taux de change à parité de pouvoir d'achat constante, pour tenir compte de la dépréciation probable de la roupie pakistanaise par rapport aux principales monnaies, en raison de la différence prévue entre le taux d'inflation dans le pays et à l'étranger. On trouvera dans le tableau 1 un résumé des coûts du projet.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement à l'échelon des villages	9 776	1 465	11 241	13	13
B. Agriculture et gestion des ressources naturelles	17 463	1 939	19 403	10	23
C. Services financiers ruraux	8 173	1 859	10 033	19	12
D. Mise en place participative de petites infrastructures	26 693	7 881	34 574	23	41
E. Appui aux institutions	8 058	1 886	9 944	19	12
Total des coûts de base	70 164	15 030	85 194	18	100
Provision pour aléas d'exécution	2 691	569	3 260	17	4
Provision pour aléas financiers	7 196	1 417	8 613	16	10
Total des coûts du projet	80 051	17 016	97 067	18	114
Intérêts dus à la BAsD pendant l'exécution	0	1 603	1 603	100	2
Total des coûts	80 051	18 619	98 670	19	116

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

27. **Financement du projet.** On trouvera dans le tableau 2 le plan de financement du projet. Le FIDA apportera environ 14,45 millions de USD (14,9%), la BAsD 52,00 millions de USD (51,9%), les IFP 1,21 million de USD (1,2%), le gouvernement 20,11 millions de USD (20,7%) et les bénéficiaires 10,89 millions de USD (11,2%). Le gouvernement prendra à sa charge les droits et taxes (6,51 millions de USD soit 6,6%). Les bénéficiaires contribueront essentiellement au projet en fournissant la main-d'œuvre ainsi que les matériaux et l'équipement nécessaires aux travaux de génie civil entrepris en matière d'irrigation, de gestion des ressources naturelles et de mise en place d'autres structures villageoises. Pour faciliter le démarrage du projet et mettre en place les structures de base, le FIDA a affecté 300 000 USD à titre de financement rétroactif, avec prise d'effet dès l'approbation du projet par le Conseil d'administration.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		BASD		Institutions financières participantes		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement à l'échelon des villages	2 533	19,7	8 914	69,5	-	-	1 204	9,4	177	1,4	12 828	13,2	1 651	9 973	1 204
B. Agriculture et gestion des ressources naturelles	2 334	10,6	8 256	37,5	-	-	8 626	39,2	2 797	12,7	22 012	22,7	2 179	18 082	1 751
C. Services financiers ruraux	1 998	18,0	7 089	63,7	1 209	10,9	5	0	822	7,4	11 123	11,5	2 060	9 057	5
D. Mise en place participative de petites infrastructures	5 816	14,5	20 687	51,8	-	-	6 374	15,9	7 096	17,8	39 974	41,2	9 090	28 309	2 575
E. Appui aux institutions	1 768	15,9	5 456	49,0	-	-	3 906	35,1	-	-	11 130	11,5	2 036	8 119	975
Total des décaissements	14 448	14,9	50 403	51,9	1 209	1,2	20 114	20,7	10 892	11,2	97 067	100,0	17 016	73 540	6 510
Intérêts dus à la BASD pendant l'exécution	-	-	1 600	-	-	-	-	-	-	-	1 600	-	-	-	-
Montant total du financement	14 448		52 003		1 209		20 114		10 892		98 667				

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. La passation des marchés de biens et de services se fera conformément aux directives adoptées en la matière par la BASD et le FIDA. Les marchés d'un montant supérieur à 500 000 USD pour l'achat de biens, de matériel et de véhicules feront l'objet d'appels d'offres internationaux. Les marchés pour l'achat de biens, de matériel et de véhicules d'un montant situé entre 100 000 USD et 500 000 USD seront adjugés par voie d'appel d'offres local; quant aux achats d'un montant inférieur à 100 000 USD, ils se feront après consultation directe des fournisseurs. Les travaux de génie civil (par exemple, périmètres d'irrigation, routes locales, réseaux d'alimentation en eau) et autres travaux de construction d'infrastructures communautaires seront exécutés en régie, le cas échéant, ou sous-traités à des entreprises locales par les organisations villageoises/organisations de femmes concernées. Des ONG compétentes travailleront en sous-traitance pour l'exécution des activités de développement communautaire.

29. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Le prêt sera décaissé pour les dépenses autorisées encourues pendant la période d'exécution du projet. Un compte spécial sera ouvert auprès de la Banque nationale du Pakistan pour un montant autorisé de 1,5 million de USD, afin de faciliter l'acheminement des fonds. Ce compte sera réapprovisionné conformément aux directives du FIDA. Le retrait des fonds du prêt pour effectuer les paiements d'un montant inférieur à 25 000 USD se fera sur présentation de relevés de dépenses certifiés, qui seront conservés avec les pièces justificatives par l'ULP pour inspection par les missions de supervision. Des comptes de projet seront ouverts pour l'ULP, les UED et les organismes d'exécution.

30. Compte tenu des plans de travail approuvés chaque année et de l'exécution effective, les fonds prélevés sur le compte spécial seront acheminés par l'ULP aux organismes d'exécution et aux UED ainsi qu'à d'autres organismes concernés comme les ONG et les IFP. Toutes les instances d'exécution participant au projet tiendront des comptes distincts justifiant les dépenses effectuées au titre des activités qu'elles mènent avec les fonds du projet. Le comptable de l'ULP veillera à ce que tous les comptes soient tenus conformément aux règles nationales en la matière, qui auront été agréées par le FIDA. L'ULP préparera d'autre part chaque trimestre des états récapitulatifs des comptes du projet ainsi que des rapports d'activité, qui seront soumis régulièrement au comité d'examen du projet, à la BASD et au FIDA. Tous les comptes seront vérifiés par le vérificateur des comptes du Pakistan ou par un cabinet d'audit agréé par le FIDA. Les comptes vérifiés et le rapport du vérificateur, accompagnés d'une opinion distincte sur les états de dépenses, seront communiqués au FIDA et à la BASD au plus tard six mois après la clôture de chaque exercice.

F. Organisation et gestion

31. Le Département de la planification, de l'environnement et du développement du gouvernement de la Province frontière du nord-ouest sera chargé, par l'intermédiaire de l'Unité spéciale de développement, de l'exécution d'ensemble du projet. L'ULP créée à Peshawar pour coordonner les activités aura à sa tête un directeur du projet dont les qualifications auront été agréées par le FIDA. Dans chaque district (et dans la Région d'Orakzai), il sera créé une UED dirigée par un coordonnateur de projet pour le district. Chaque UED sera chargée de préparer et d'exécuter les plans de travail, de coordonner les activités villageoises ainsi que l'apport des ONG, des IFP et des organismes d'exécution et, enfin, d'approuver les projets subsidiaires des organisations villageoises et organisations de femmes. Toutes les activités techniques seront exécutées par les organismes provinciaux compétents, en étroite collaboration avec les autorités locales, les UED et les organisations villageoises/organisations de femmes, lesquelles bénéficieront de l'appui des ONG travaillant en sous-traitance.

32. La coordination se fera à trois niveaux: i) la **coordination locale** sera assurée par des réunions mensuelles de planification et de bilan des comités de coordination de district, aux travaux desquels



participeront le coordonnateur du projet pour le district (qui assurera le secrétariat), le fonctionnaire principal du district, les organismes d'exécution concernés, les ONG partenaires et les représentants des organisations villageoises/organisations de femmes. En fonction des besoins, le coordonnateur du projet pour le district invitera des représentants d'autres projets pour mettre en commun l'information pertinente et élaborer des stratégies de complémentarité; ii) la **coordination entre les UED et l'ULP** sera assurée par des réunions trimestrielles d'administration du projet au niveau provincial, organisées à Peshawar par le directeur du projet, sous l'autorité du directeur général de l'Unité de développement spéciale du Département de la planification, de l'environnement et du développement et avec la participation du coordonnateur du projet pour le district et des organismes provinciaux d'exécution concernés; iii) la **coordination au sommet** sera assurée par les réunions du **comité d'examen du projet** qui se tiendront au moins deux fois par an, sous la présidence du Secrétaire en chef suppléant (chargé du développement) de la Province frontière du nord-ouest, avec la participation des directeurs des organismes d'exécution technique, des ONG partenaires, des IFP, des coordonnateurs du projet pour les districts ainsi que des représentants de certaines organisations de femmes et organisations villageoises. Le comité d'examen du projet étudiera et approuvera les plans de travail et budgets préparés par les UED, fera le point des progrès réalisés et donnera des avis sur les questions d'exécution. Le directeur du projet fera office de secrétaire du comité d'examen du projet.

33. Il appartiendra à l'ULP et à chaque UED, avec l'aide d'un consultant spécialisé, d'assurer pendant toute la durée du projet le suivi de l'exécution des activités et de leur impact sur les bénéficiaires. Un système de suivi et d'évaluation des avantages du projet sera mis en place notamment pour fournir: i) des indicateurs des progrès réalisés qui tiendront compte des intrants et des extrants de manière à faciliter la surveillance des résultats obtenus; ii) des indicateurs des effets à plus long terme pour évaluer régulièrement le déroulement du projet en fonction des objectifs; iii) une méthodologie et un système permettant d'intégrer une formule participative de suivi et d'évaluation des avantages; enfin, iv) les éléments relatifs à la participation des bénéficiaires, en particulier des femmes. Le système de suivi servira à orienter l'exécution du projet. Pour les enquêtes dans les ménages et les évaluations d'activités sectorielles, on utilisera systématiquement les méthodes de sondage et les groupes témoins. Pour faciliter l'échantillonnage objectif, il faudra une base de données complète et régulièrement mise à jour sur les participants et les activités. Enfin, un bilan à mi-parcours sera fait lors de la quatrième année d'exécution du projet de manière à adapter les activités aux besoins des bénéficiaires et à l'évolution de la situation.

G. Justification économique

34. **Avantages et bénéficiaires.** Plus de 89% de la population se trouve dans le besoin puisque ses revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté. Les ménages ruraux bénéficieront de diverses activités destinées à développer l'agriculture, l'élevage et la foresterie. De nombreuses autres personnes bénéficieront de la mise en place d'infrastructures villageoises, notamment les routes de liaison et de desserte, l'amélioration de l'alimentation en eau potable, les petits ouvrages d'irrigation et l'électrification en milieu rural. L'offre de services financiers ruraux contribuera à développer l'emploi et les activités rémunératrices dans les campagnes. La formation dans divers domaines – mobilisation des villageois, activités techniques, gestion des micro-entreprises, santé, éducation, exploitation et entretien des infrastructures, etc. – fera intervenir une grande partie de la population locale. Les femmes en particulier seront incitées à participer à diverses activités économiques et sociales. Au total, le projet aura des retombées directes pour 67 000 ménages (400 000 personnes) et indirectes pour plus du double. Environ 570 périmètres de micro-irrigation (4 750 ha) de 6 à 40 ha chacun seront remis en état ou améliorés (moyennant diverses mesures, par exemple aménagement des chenaux, construction de puits tubulaires et puits creusés, aménagement d'étangs d'irrigation); il est prévu de mettre en place 765 réseaux d'alimentation en eau potable et d'installer 40 petits générateurs ("microhydel"). À peu près 23 000 prêts devraient être octroyés pour des activités agricoles et d'autres activités rémunératrices pendant la période d'exécution du projet, prêts dont bénéficieront pour l'essentiel des femmes et des paysans sans terre. Par ailleurs, l'ensemble de la population des zones



concernées et d'autres utilisateurs bénéficieront de la construction d'environ 600 km de routes de desserte et 275 km de routes de liaison dans les districts.

35. Les principaux avantages quantifiables du projet sont les suivants: i) augmentation de la production agricole grâce au développement de l'irrigation et à l'amélioration des pratiques culturales, notamment dans les zones non irriguées; ii) accroissement de la production animale grâce à l'amélioration des services d'appui et à l'accroissement de l'offre de résidus agricoles utilisables; iii) augmentation de la production de viande et de lait; iv) développement des activités rémunératrices et de l'exploitation des produits de la forêt. On estime qu'à plein régime, le projet entraînera un surcroît de production d'environ 13 065 t pour le blé, 14 418 t pour le maïs, 3 736 t pour les arachides, 89 757 t pour les légumes, 202 337 t pour le fourrage et 1 289 t pour les pois chiches. Le projet aura aussi d'autres avantages qu'il n'est pas possible de chiffrer, notamment la mise en place du programme de recherche adaptative, la production liée aux micro-entreprises et activités rémunératrices pilotes et enfin l'amélioration de l'état de santé des pauvres et de leur environnement.

36. Le projet a pour but d'accroître les revenus des pauvres et en particulier des femmes en milieu rural. Divers modèles représentatifs de culture, d'exploitation agricole et d'activité ont été mis au point pour vérifier la viabilité financière des différentes propositions faites en matière de développement. Grâce à l'amélioration des semences, des pratiques culturales et des techniques d'utilisation des engrais, le rendement des principales cultures augmentera sensiblement, de sorte que les paysans verront leurs revenus s'accroître de 20% pour le blé (26 USD), de 95% pour le maïs (98 USD), de 93% pour le mil (255 USD), de 54% pour le fourrage (43 USD), de 37% pour les pois chiches (77 USD) et de 23 USD par ovin/caprin de race améliorée. D'autres activités seront à l'origine d'un

surcroît de revenus, estimé à 60 USD/ha du fait de la conservation des sols et de l'humidité, à 415 USD/ha du fait de la création de pépinières et à 600 USD/ha et par an en moyenne du fait du reboisement.

37. **Analyse économique.** Calculé sur 20 ans, le taux de rentabilité économique (TRE) a été estimé à 19% pour l'ensemble du projet sur la base des hypothèses suivantes: application des cours mondiaux aux produits commercialisables, facteur de conversion type de 0,9 et facteur fictif de travail salarié de 0,78. Tous les coûts, à l'exception des coûts relatifs au développement communautaire et aux lignes de crédit et à 25% des coûts de la gestion – dont les avantages ne peuvent être chiffrés – ont été inclus. Le TRE est très peu sensible à l'évolution des avantages ou des coûts. Dans l'hypothèse d'une augmentation des coûts de 10% ou d'une diminution des avantages de 10%, le TRE passe à 16%.

H. Risques

38. Le risque principal tient aux conditions très difficiles qui prévalent dans la région et au traditionalisme de sa population, qui pourraient ralentir indûment la création et le fonctionnement des organisations villageoises, particulièrement des organisations de femmes, et donc compromettre l'exécution de toutes les activités du projet. Des ressources très importantes ont été affectées aux actions de sensibilisation et de mobilisation communautaires et à la participation des ONG, qui aideront à créer, former et faire fonctionner ces organisations villageoises et organisations de femmes. Pour mener à bien les activités du projet dans une zone aussi vaste, il est prévu de décentraliser le processus de planification et de décision en confiant ces tâches aux UED et de recruter sur le marché du travail un personnel compétent en lui offrant des salaires compétitifs intéressants. La décentralisation en cours, qui renforcera l'action des autorités locales et favorisera la transparence, aura un effet positif sur la conduite du projet. L'approche empreinte de souplesse adoptée pour l'exécution des activités et l'association étroite des bénéficiaires au suivi et à l'évaluation devraient aider à minimiser le risque en question.

I. Impact sur l'environnement

39. L'évaluation environnementale initiale entreprise lors de la formulation du projet a montré que celui-ci pouvait contribuer à améliorer l'environnement en encourageant une meilleure gestion des ressources naturelles et en sensibilisant bénéficiaires et partenaires aux questions d'environnement. La construction de routes de liaison et d'ouvrages d'irrigation pourrait avoir un impact négatif mais on atténuera ce risque en planifiant et en concevant soigneusement les activités, notamment en procédant à une évaluation d'environnement avant que lesdites activités ne soient approuvées. Par une formation en matière de santé et d'assainissement, on donnera aux organisations villageoises et aux organisations de femmes les moyens d'éviter la contamination des sources d'eau. L'alimentation en énergie hydro-électrique des zones d'habitat rural isolées encouragera l'utilisation de techniques respectueuses de l'environnement pour l'éclairage domestique.

J. Aspects novateurs

40. Le projet ne comporte pas d'aspect novateur car l'approche et les activités ont déjà été expérimentées dans le cadre du projet de soutien aux villages de la zone de Mansehra, mené avec l'appui du FIDA, ainsi que du projet de mise en valeur des zones barani mené pour sa phase I avec l'appui de la BASD.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

41. Un accord de prêt entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

42. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République islamique du Pakistan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 150 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2041 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 23 février 2001)

1. **Acheminement des ressources du projet.** Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan (le Gouvernement), par l'intermédiaire du Département de la planification, de l'environnement et du développement de la Province frontière du nord-ouest (gouvernement de la Province frontière du nord-ouest), transfère les fonds disponibles et autres ressources prévues dans le plan de travail et budget annuels (PTBA):

- a) par le truchement de l'unité de liaison du projet, à chacune des unités d'exécution de district et aux organismes d'exécution, conformément au plan de travail et budget annuel, afin qu'ils puissent mettre en oeuvre le projet. Chaque UED transfère les fonds nécessaires aux ONG et organisations villageoises concernées afin qu'elles appuient les activités du projet au niveau du district;
- b) à chacune des institutions financières participantes, conformément aux accords de prêt subsidiaires qui seront passés entre le gouvernement de la Province frontière du nord-ouest et chaque IFP pour exécuter la composante services financiers ruraux.

2. **Comptes du projet.** Le Gouvernement veille à ce que chaque ULP, les UED et les organismes d'exécution ouvrent puis maintiennent auprès de la Banque nationale du Pakistan un compte courant libellé en PKR pour financer les opérations du projet (compte du projet). Les fonctionnaires habilités sont pleinement autorisés à gérer leur propre compte de projet.

3. **Contribution de contrepartie.** Pendant la durée d'exécution du projet, le Gouvernement met pour chaque exercice à la disposition du gouvernement de la Province frontière du nord-ouest des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres et équivalant au montant des fonds de contrepartie prévus dans le PTBA relatif à l'année correspondante d'exécution du projet.

4. **Dispositions additionnelles**

- a) Le Gouvernement s'assure que:
 - i) L'utilisation du compte spécial par le directeur du projet soit subordonnée au recrutement de personnels comptables qualifiés dans les ULP;
 - ii) le gouvernement de la Province frontière du nord-ouest met en place et gère un système de comptabilité et de contrôles internes agréé par le FIDA;
 - iii) le directeur du projet soit nommé pour au moins trois ans, sous réserve que son travail ait donné satisfaction et que son remplaçant, le cas échéant, possède des qualifications acceptables pour le FIDA.
- b) *Égalité entre hommes et femmes.* Le gouvernement de la Province frontière du nord-ouest offre au personnel féminin financé par le projet dans les organismes d'exécution des conditions d'emploi permanentes à mesure que des postes se libèrent. Les femmes seront encouragées à poser leur candidature à tous les postes prévus dans le cadre du projet et le gouvernement de la Province fait tous les efforts possibles pour assurer l'équilibre entre hommes et femmes.

c) *Environnement.* Afin de maintenir de saines pratiques en matière d'environnement, conformément aux conditions générales du FIDA, les parties associées à l'exécution du projet prennent les mesures ci-après pendant toute la durée de son exécution:

- i) adoption de méthodes appropriées de lutte antiparasitaire; à cette fin, le Gouvernement veille à ce que les pesticides fournis ne comprennent aucune substance interdite par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants ou visée aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la Classification recommandée des pesticides par risque et par classe 1996-1997 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants;
- ii) soumission au FIDA pour examen et approbation, avant l'inclusion des travaux dans le projet, des rapports d'évaluation de l'impact sur l'environnement de la construction de routes de liaison dans les districts fragiles au plan écologique. Les ouvrages dont il ne serait pas possible de pallier les effets nuisibles sur l'environnement à la satisfaction du FIDA ne seront pas inscrits au projet.

5. **Conditions préalables aux retraits:** Aucun retrait ne sera opéré: i) pour des dépenses couvertes par le prêt tant qu'un comptable possédant des qualifications agréées par le FIDA n'aura pas été recruté, et ii) pour une IFP quelle qu'elle soit tant que l'accord de prêt subsidiaire correspondant n'aura pas été signé et approuvé par le FIDA.

6. **Conditions additionnelles préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du projet:**

- a) Le formulaire I (PC-I) de la commission de planification, établi pour le projet par le comité exécutif du Conseil économique national et ayant l'agrément du FIDA, a été approuvé;
- b) le gouvernement de la Province frontière du nord-ouest a recruté et nommé, par voie de concours ouvert à tous, un directeur de projet possédant des qualifications agréées par le FIDA;
- c) le gouvernement de la Province frontière du nord-ouest a créé et officialisé le comité d'examen du projet, présidé par le secrétaire en chef suppléant (chargé du développement) de la Province;
- d) la BASD a confirmé au FIDA que le Gouvernement avait dûment rempli toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord avec la BASD, à l'exception de l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du projet;
- e) le compte spécial et les comptes du projet de chaque ULP et des UED ont été dûment ouverts;
- f) le vérificateur général des comptes a été chargé sur requête du gouvernement de la Province frontière du nord-ouest de vérifier des comptes conformément au paragraphe pertinent de l'accord de prêt du projet.

COUNTRY DATA

Land area (km ² thousand) 1996 1/	771	GNP per capita (USD) 1997 2/	500
Total population (million) 1997 1/	128.5	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	2.0
Population density (people per km ²) 1996 1/	163	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	11.3
Local currency	Pakistan Rupee (PKR)	Exchange rate: USD 1 =	PKR 51.6
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	2.6	GDP (USD million) 1997 1/	61 667
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	36	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	6.3
Crude death rate (per thousand live births) 1997 1/	8	1990-97	4.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	95	Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	62	% agriculture	25
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	30.6	% industry	25
Poor as % of total rural population 1/	36.9	% manufacturing	17
Total labour force (million) 1997 1/	48	% services	50
Female labour force as % of total, 1997 1/	27	Consumption, 1997 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	12
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	74	Private consumption (as % of GDP)	78
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	38	Gross domestic savings (as % of GDP)	10
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 471	Merchandise exports, 1997 1/	8 632
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	78	Merchandise imports, 1997 1/	11 182
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	-2 550
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	38	Current account balances (USD million)	
Health		Before official transfers, 1997 1/	-6 888
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	3.5	after official transfers, 1997 1/	-3 675
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	0.5	Foreign direct investment, 1997 1/	713
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	26	Government Finance	
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	45	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1996 1/	-7.8
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	53	Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	23.8
Agriculture and Food		Total external debt (USD million) 1997 1/	29 664
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	19	Present value of debt (as % of GNP) 1997 1/	37
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 115	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	35.2
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	130.5	Nominal lending rate of banks, 1997 1/	n.a.
Land Use		Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	n.a.
Arable land as % of land area, 1996 1/	27.3		
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	17		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	2.3		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	80.2		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1999

2/ World Bank, *Atlas*, 1999

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS IN PAKISTAN

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Small Farmers Credit Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	27 Jun 79	04 Jun 80	31 Dec 85	L - I - 18 - PA	SDR	23 750 000	100%
South Rohri Fresh Groundwater Irrigation Project	AsDB	AsDB	HC	19 Dec 79	28 Mar 80	31 Dec 90	L - I - 33 - PA	SDR	12 400 000	37.2%
Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	HC	03 Dec 80	27 Aug 81	31 Dec 90	L - I - 48 - PA	SDR	9 800 000	48.1%
On-Farm Water Management Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	28 Jul 82	31 Dec 85	L - I - 83 - PA	SDR	10 500 000	84.8%
Small Farmers' Credit Project II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	09 Jul 84	31 Dec 87	L - I - 138 - PA	SDR	23 200 000	100%
Gujranwala Agricultural Development Project	IFAD	AsDB	HC	12 Dec 84	21 Jun 85	31 Dec 93	L - I - 162 - PA	SDR	8 650 000	99.6%
Chitral Area Development Project	IFAD	AsDB	I	10 Sep 87	25 Nov 88	31 Dec 97	L - I - 209 - PA	SDR	8 700 000	78.1%
Punjab Smallholder Dairy Development Project	IFAD	AsDB	I	30 Nov 88	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 234 - PA	SDR	12 050 000	47.4%
Second Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 257 - PA	SDR	15 200 000	71.3%
Smallholder and Women's Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	I	02 Oct 90	19 Jun 92	30 Jun 96	L - I - 265 - PA	SDR	19 000 000	07.6%
Neelum and Jhelum Valleys Community Development Project	IFAD	UNOPS	I	04 Sep 91	05 Jun 92	31 Dec 01	L - I - 288 - PA	SDR	11 900 000	71.6%
Manshra Village Support Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	26 Mar 93	31 Dec 00	L - I - 319 - PA	SDR	10 350 000	65.3%
Pat Feeder Command Area Development Project	AsDB	AsDB	I	19 Apr 94	02 Feb 95	30 Sep 02	L - I - 353 - PK	SDR	20 250 000	50.5%
Dir Area Support Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	15 Apr 97	30 Sep 04	L - I - 425 - PK	SDR	11 350 000	20.4%
Northern Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	11 Sep 98	31 Dec 05	L - I - 453 - PK	SDR	10 750 000	11.3%
Barani Village Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 98	01 Sep 99	31 Dec 05	L - I - 492 - PK	SDR	11 150 000	14.7%
Southern Federally Administered Tribal Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 00			L - I - 554 - PK	SDR	13 400 000	



APPENDIX III

LOGICAL FRAMEWORK

Design Summary	Performance Targets	Monitoring Mechanisms	Assumptions and Risks
A. GOAL - Poverty reduction - Improved status for women	- Reduced percentage of population in poverty (from 80% to 50% in 15 years) - Level of household incomes increased and sources diversified (increased by 50% in real terms over 15 years) - Increased access to employment and social services (number of women active in income-generating activities or employment per village doubled over 15 years)	- Benchmark, mid-term, and terminal evaluations; project performance audit report (PPAR) and surveys - Benchmark, mid-term and terminal evaluations; PPAR and surveys	- Commitment to sound macroeconomic fundamentals by federal government - No major civil or natural disaster - Continued favourable environment for including women in project activities
B. PURPOSE/OBJECTIVE - Improve the sustainable use of natural resources through better management practices and enhance community infrastructure to increase value and/or reduce costs of village activities - Increase number of community- or enterprise-active women - Improve rural livelihood opportunities and employment	- Increased production value in green sector (yields up by 20% by project close) - Increased income-generating activities (number per village up by 100% by project close) - Reduced transport and utility costs (cost of bag of fertilizer delivered down by 30%; time spent fetching water down by 50% by project close) - Number of women active in organizations (50 per village at project close) - Number of women-run enterprises (up by 100% per village by project close) - Increased employment activities (1 000 days per village by project close) - Higher, more stable household income (up by 30% by project close) - Improved access to rural finance (30% of village households take formal loans by project close) - Improved access to services (travel time to nearest centre reduced by 20% at project close)	- Benchmark, annual, mid-term, and terminal surveys and evaluations; project completion report (PCR) and quarterly reports - Benchmark, annual, mid-term, and terminal surveys and evaluations; PCR and quarterly reports - Benchmark, annual, mid-term, and terminal surveys and evaluations; PCR and quarterly reports	- Availability and timeliness of inputs - Government and community commitments to respective programmes - No major prolonged drought - Continued favourable environment for including women in project activities - Ability to attract and retain women project staff to help carry out the project activities - Availability and timeliness of inputs - Government and community commitment to respective programme and operation and maintenance (O&M) obligations - No major price or demand deviations from project forecasts - Appropriate training programmes for marketable skills
C. COMPONENTS/OUTPUTS 1. VILLAGE-LEVEL DEVELOPMENT	- 832 men's village organizations (VOs) and 500 women's organizations (WOs) formed and operative - 5 200 activists and 10 500 community organization office-bearers trained - Community linkages established to line agencies, participating financial institutions (PFIs) and non-government organizations (NGOs) - Training for gender mainstreaming, village teachers, traditional birth attendants; and livelihood skills	- Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant benefit monitoring and evaluation (BME), annual report and PCR	- Capacity and skill levels required in NGOs to conduct the community mobilization training and rural finance support activities - Capacity and skill of executing agency and implementing agencies to work in participatory methodology in concert with NGOs and communities - Receptivity in the communities to the participatory approach and products



APPENDIX III

Design Summary	Performance Targets	Monitoring Mechanisms	Assumptions and Risks
<p>2. STRENGTHENED AGRICULTURAL LIVELIHOOD</p> <ul style="list-style-type: none"> - Field crops - Horticulture - Soil and water conservation - Livestock - Community forestry 	<ul style="list-style-type: none"> - Improved management of natural resources resulting in sustainable, increased yields - Seed multiplication and demonstration plots, over 3 400 ha - Training of 800 village agriculture extension workers - Adaptive research trials (820 ha) 850 vegetable demonstrations and 900 vegetable production trainees - Kitchen gardening training for villagers (2 000) - Fruit and vegetable preservation training for villagers (2 100) - Training in farmer-managed fruit plant nurseries to villagers (570) Protection spurs (490), protection bunds (500), check dams (620) and water ponds (200) - Artificial insemination (55 000), sheep and goat improvement (6 600 animals), vaccinations and deworming (1.2 million doses), village livestock extension workers trained (520), poultry production training for women (3 240) and fodder demonstrations (210 ha) - Training for nursery management, community forestry and enterprise for 790 villagers; 5 500 ha of community afforestation; 18 500 ha of farm planting 	<ul style="list-style-type: none"> - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report, and PCR - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report, and PCR - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report, and PCR - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report and PCR - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report and PCR 	<ul style="list-style-type: none"> - Participating villagers interested in demonstrations - Markets and demand for multiplied or improved seed, grain, fruit, vegetable, and livestock output - Availability and timeliness of quality inputs - Receptivity to training offerings and willingness to contribute to and maintain structures - Quality of government-delivered inputs - Appropriate training - Demand for services - Receptivity to training offerings and willingness to contribute - Interested participating demonstrators, incentives and motivation for control and management of growing stands, and markets and demands for forestry output
<p>3. RURAL FINANCIAL SERVICES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - USD 17.5 million disbursed through 9 000 loans to 30% of community organization members; 30% of loans to women - Standardized rural financial services manual - Progress identified for sustainable rural financial units 	<ul style="list-style-type: none"> - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report and PCR 	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptance of market-based interest rates - Adequate incentives for activists and credit officers - Ability of participants to establish group collateral - Capacity of NGOs and PFIs to understand, convey and practise sound rural microfinance principles
<p>4. PARTICIPATORY SMALL-SCALE INFRASTRUCTURE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Microirrigation schemes (570), drinking water supply (765), feeder tracts (600 km), district council link roads (275 km), microhydel systems v , community health-awareness training (830 villages) and school latrines (205 schemes) - 1 project liaison unit and 10 district implementation units staffed and established in PY1 	<ul style="list-style-type: none"> - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report and PCR - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report and PCR 	<ul style="list-style-type: none"> - Demand for new and improved facilities and willingness to contribute to financing - Community commitment to O&M - Sufficient line agency and specialists' technical guidance and capacities
<p>5. INSTITUTIONAL SUPPORT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Project management 	<ul style="list-style-type: none"> - NGOs contracted; district programme offices and 27 social organizing units established and staffed - PFI established - Implementing agencies trained and active in participatory methodology - District monthly meetings held - Peshawar quarterly review meetings - Project annual review board meeting twice annually 	<ul style="list-style-type: none"> - Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report and PCR 	<ul style="list-style-type: none"> - Continuity in tenure of project staff - Commitment to participatory methodology - Adequate compensation rates to attract and retain high-quality staff - Competency in hired expertise



INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX III

Design Summary	Performance Targets	Monitoring Mechanisms	Assumptions and Risks
- Consulting services	- Consulting person-months effectively utilized (21 person-months international; 735.5 person-months domestic)	- Physical and financial progress reports, review missions, independent consultant BME annual report, and PCR - Physical and financial progress reports, review missions and PCR	- Continuity in tenure of project staff - Commitment to participatory methodology - Adequate compensation rates to attract and retain high-quality staff - Competency in hired expertise



IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS

A. Project Management

1. Management functions will be decentralized in line with the lessons of the MVSP, which was managed from a regionally based office located in its service area and, as such, demonstrated more responsiveness, and better coordination and targeting of the poor, than did AsDB's Barani Area Development Project (BADP). In the project, the Peshawar-based Barani Area Development Office will be downsized to a project liaison unit (PLU), but it will retain responsibility for: (i) monitoring and reporting of the overall project; (ii) maintaining financial accounts and channelling resources; (iii) recruiting staff, consultants and NGOs; (iv) procuring vehicles, equipment and materials; (v) supporting the DIUs; and (vi) reporting to the PRB, AsDB and IFAD. The PLU will be staffed by a project director, a monitoring economist (to coordinate overall project BME), a gender and human resource development officer (to coordinate the training programme),³ infrastructure and agriculture-natural resource management coordinators, an accountant, and other administrative support staff. Implementation experience with the BADP provides a sound management and accounting base for the project.

2. The actual day-to-day planning and implementation responsibilities of the project will be decentralized, which will complement the Government's own devolution programme. DIUs will be established in each of the nine districts and one agency. These offices will remain functionally accountable to NWFP, and will not be under the local district governments. However, they will work alongside and provide training and exposure to the new district governments. This operational autonomy is viewed as necessary as capacities and structure are not yet sufficiently developed at the district government level. The DIUs will be headed by a DPC, and staffed by a community infrastructure coordinator (engineer),⁴ a gender coordinator and an agriculture and natural resources management coordinator. The DIUs will be responsible for: (i) planning and implementing workplans; (ii) coordinating the village activities and input of the NGOs, PFIs and line agencies; and (iii) approving the subprojects of the VOs/WOs. The northern and southern regions will each have one coordinating BME specialist to bring together relevant reporting data to be forwarded to the Peshawar-based monitoring economist. Project management staff will be hired by contract with renewal subject to performance evaluation by the project review board. While the NWFP government's Planning, Environment and Development Department (PEDD) has developed valuable experience and systems from MVSP and BADP implementation, the project will provide additional training in management, accounting and controls to further strengthen capacities at the provincial and district levels.

B. NGOs and Community Mobilization

3. The PLU will recruit NGO services for the village-level development component using procedures acceptable to IFAD and AsDB. This will include competitive bidding, NGO selection based on eligibility and evaluation criteria acceptable to IFAD and AsDB, and the submission of

³ The gender and human resource development coordinator, in close consultation with the DIUs, NGOs and the line agencies, will be responsible for designing and implementing the project training programme to upgrade the skills and capacities of participating MCO and WCO members, NGOs, line agencies and project staff. Each year, the coordinator will present a detailed training plan to be shared with AsDB and IFAD prior to finalization.

⁴ The community infrastructure coordinator will be assisted by an assistant engineer in PY3. Both of these staff members should work extensively in the field to develop and implement the WO and VO community infrastructure.



satisfactory proposals prepared by the NGOs. Eligibility criteria will broadly include that the NGO (i) is indigenous and registered; (ii) has been continuously active for the last three years in at least two of the proposed project sectors;⁵ (iii) is working through community-based organizations in the project area, adjoining areas or similar areas in NWFP; and (iv) has a management board comprising at least 50% local members with demonstrated commitment to the development of the disadvantaged. The selected NGOs will provide services to the DIU for implementation of the village-level development component, which includes the formation of COs, rural financial support services, non-formal education and health services, and support of the development of rural infrastructure schemes. There will be ten contracts for the ten administrative areas. The PLU will negotiate contracts with the selected NGOs covering a period not to exceed 3.5 years, subject to renewal. The contract will include adequate provisions for office rental, vehicles, equipment, staff, and other operational costs, including a portion of each NGO's overheads. The NWFP government will provide a draft negotiated contract to IFAD and AsDB for review and approval.

4. Indigenous NGOs are preferred as the goal is to develop long-term partners that will remain active in the area beyond the close of the project. During project formulation, a special study determined that there are a sufficient number of NGOs with the capacity to undertake the required project services to justify competitive selection. The selected NGOs will establish one district programme office (DPO) in each district and from two to three social organizing units (SOUs) under each DPO. To facilitate operational autonomy, the DPO and DIU may be housed in separate premises. Exceptions may be in the more remote areas of Kohistan and Orakzai, where establishment of NGO services may, at least in the beginning, require additional administrative support. The DPO will provide coordination and support for the SOUs, and be staffed by a district programme coordinator, a gender programming coordinator and a microenterprise-credit coordinator. Each SOU will provide one man and one woman social organizer and one rural credit officer. The NGOs will mobilize community and VOs/WOs, and facilitate bringing together villagers, project management and government line agencies to conceptualize and undertake the community, demand-driven activities. The main NGO functions will be to (i) organize MCOs and WCOs, and integrate these to higher level VOs and WOs; (ii) help villagers identify priorities; (iii) incorporate social considerations into project design, implementation and maintenance activities; (iv) participate in joint supervision of implementation; (v) train beneficiaries in microfinance and microenterprise, extend credit to the beneficiaries and help establish the financial linkages and systems for sustainability; (vi) develop guidelines and provide training for working together with line agencies in project implementation; (vii) help establish participatory BME as a part of routine community organization activities; and (viii) develop linkages to sustain the community organizations and improve access to resources.

C. Delivery of Rural Financial Services

5. Under the project, there will be two credit lines: one to be channelled through the NWFP government to a PFI for on-lending in eight districts, and a relatively small amount to be via project arrangements (acceptable to IFAD and AsDB) in Kohistan and Orakzai respectively, which are remote from branch banking and more suitable to a rotating savings and credit approach.⁶ In line with national Government's initiatives⁷ and best practices in microfinance, sustainable lending rates (to fully cover the costs of service delivery, including the cost of funds in the market, provisions for bad loans and operational costs) will be employed to (i) encourage long-term viability of financial services, and (ii) minimize introducing sector distortions. Currently, interest rates for microfinance

⁵ Including the sectors of forestry, agriculture, livestock, social mobilization, rural development, rural microfinance, microenterprise development, community infrastructure, health or training.

⁶ The favoured approach for lending is through NWFP government loan agreement with the NGOs contracted for these two remote and conservative areas, with the NGOs maintaining a revolving fund. However, arrangements will not be formalized until the NGOs are selected and there has been further assessment.

⁷ This refers to national government involvement in the design of a microfinance bank for the poor and in the Pakistan Poverty Alleviation Fund.



sub-borrowers are in the range of 18 to 23% for an established bank. For on-lending, the rate from the NWFP government will be equal to the weighted average cost of funds in the banking system, as determined by the State Bank of Pakistan. A PFI (such as Bank of Khyber, and any other PFI that may later be acceptable to IFAD and AsDB) will be contracted under a subsidiary loan agreement to provide credit directly (20%) or through partner NGOs and project area sub-borrowers (80%). The eligible sub-borrowers will be smallholders, landless labourers, women and the poor. The selected PFI will provide cofinance equal to 10% of the line of credit and maintain a revolving fund for continued lending in the project area. The 20% direct lending will be for loans greater than PKR 50 000 restricted to sub-borrowers directly connected to providing services to the project communities. The project will aim to make a minimum of 30% of all loans to women sub-borrowers, attaining this over a phased-in period. PFI screening and assessment for project microfinance capacity was undertaken during the project formulation.⁸ The provincially based Bank of Khyber has been identified as the preferred project PFI and has confirmed during mission discussions its interest in participating in the project.

D. Technical Support to Village Organizations

6. The participating line agencies (with long experience with MVSP and BADP, and AsDB's Malakand Rural Development Project, and in participatory rural development projects) have appropriate technical skills and are available for engagement in these areas. The project will provide resources and logistical support for the involvement of the line agencies. In addition, it will provide women extension workers.

7. The principal agencies that will provide technical support to the WOs and VOs for the strengthening agricultural livelihood component of the project will be the Agriculture Extension Department, Livestock and Dairy Development Department, Fruit and Vegetable Development Board, Agriculture Research of NWFP Agriculture University (for applied and adaptive research), Soil and Water Conservation Department and Forestry Department (for the social forestry sub-component). For rural infrastructure, the agencies that will provide technical support will include the Public Health Engineering Department (for larger water supply schemes); Local Government, Elections and Rural Development Department (the rural development wing for small water supply and feeder track roads, and the local district councils for district council link roads and women's hostels); Provincial Irrigation and Drainage Authority; and the Pakistan Council for Appropriate Technology (for microhydel schemes). The number of line agencies appears wide, but in any one village only a few will be active depending on the prioritized needs of the community as identified by the community in consultation with the concerned NGO and the project management office. The implementation arrangement has worked well in the past for the MVSP and BADP.

E. Project Coordination

8. Key coordination meetings will be convened at three levels. Local coordination will be done through monthly planning and review meetings, called district coordination committees, that will include participation of the DPC (which will provide secretarial support), the chief district civil servant, the concerned line agencies, partner NGOs and representatives of the VOs/WOs. As appropriate, the district project coordinator will invite representatives from other projects to share information and develop strategies of complementarity.⁹ Coordination of the DIUs and PLU will be

⁸ In NWFP, the government's new microfinance bank will initially be established in D.I. Khan district, with plans for later expansion to the administrative areas of Charsada, Malakand and Swabi. Should its coverage later extend to the project areas, the desirability for inclusion of the bank as a PFI would be assessed during review missions.

⁹ On devolution, project implementation is not likely to be affected. Field personnel of the line agencies will remain stationed at the local level, but their line of authority will move to the district rather than the province. Since the project will largely operate at the district level with the involvement of the district chief

ensured through provincial quarterly project administration meetings in Peshawar organized by the project director (providing the secretarial services), chaired by the director general of the PEDD Special Development Unit, and attended by the district project coordinators and concerned provincial line agencies. Top-level coordination will be achieved through the PRB meetings to be held at least twice annually, chaired by the NWFP additional chief secretary, development, with representation from the heads of the technical line agencies, partner NGOs, PFIs, district programme coordinators, and selected WO and VO representatives. The Board will review and approve the workplans and budgets prepared by the DIUs, assess project progress and provide guidance on implementation issues. The project director will act as secretary to the PRB.

F. Implementation Schedule

9. Project implementation will be over seven years, starting in July 2001. Experience from participatory, community-based projects indicates that allocation of sufficient time for the initial community mobilization phase is crucial for implementation success and sustainable impact. Project activities are phased to first accommodate establishment of project management and community mobilization, and then the start of physical activities gradually after that. Given the more conservative and traditional setting in two new project administrative areas, Orakzai and Kohistan, the project will proceed on a pilot basis in initial years to allow a measured approach and the development of project awareness among the local populations.

G. Operation and Maintenance

10. The O&M of village infrastructure provided by the project, except the district council link roads, will be the responsibility of the communities, as provided for in the terms of partnership, which constitute a morally binding agreement between the VOs/WOs and the project. The community groups will perform O&M for the drinking water and sanitation schemes, microhydel, irrigation schemes and feeder roads ("jeepable" tracks). The VOs/WOs will be given O&M training during implementation of the schemes and then receive additional training in the two subsequent years after implementation to reinforce transfer of know-how and systems. However, villages can elect to turn over the O&M responsibility to the local government in exchange for user charges, if the O&M is formally ensured. The O&M of the district council link roads will be the responsibility of the district council wing of the Local Government, Elections and Rural Development Department.

H. Consulting Services

11. The PLU will be responsible for recruiting and managing consulting services. The project includes international (21 person-months) and domestic (735.5 person-months) consulting services. The packaging for firms will be (i) project BME and social-livelihood support, including independent BME, social-sector support, gender mainstreaming, community forestry programming, and rural microfinance development; (ii) district council link roads, including design, engineering, supervision, and environmental impact assessment; and (iii) NGO capacity-building, including expertise in community mobilization and outreach, gender mainstreaming, management systems, participatory monitoring and evaluation, and rural microfinance. Two other consultants, to be engaged in key project start-up activities, will be recruited individually: (i) an NGO specialist to assist in recruiting and contracting project partner NGOs; and (ii) a project management specialist to assist in establishing project systems and procedures.

civil servant as chair of the coordination meetings, implementing line agency operations are expected to continue as in previous projects, but with better accountability.



APPENDIX IV

I. Training

12. Training and capacity-building is an important thrust of the project. For the beneficiaries, there is training in health, education, environment, community organization, employment and skills, field crop production, horticulture, livestock, community forestry, microfinance, and O&M of community infrastructure. For project staff, line agencies and NGOs, there is training in community mobilization and participatory approach, gender and development, environment, agriculture, livestock and forestry methods, rural finance outreach, management and accounting. There is also provision for annual exposure visits for the district council governments to exhibit the project's participatory methodology and to build linkages between community organizations and government service providers. To implement the training programme, the gender and human resource coordinator within the PLU will formulate the annual training programmes in consultation with the DIUs, line agencies, NGOs and beneficiaries, and incorporate the programmes into the annual workplan and budget. The gender and human resource coordinator will supervise and monitor implementation of the training programme, and along with the project BME staff and consultants, document impact through follow-up contacts with representative trainees.

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Financier^a (USD '000)

	IFAD		AsDB		PFIs		Government		Beneficiaries		Total		Foreign Exchange	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%			
Investment Costs															
A. Civil Works	5 793	15.3	20 603	54.3	-	-	5 222	13.8	6 316	16.7	37 935	39.1	9 717	25 437	2 780
B. Equipment and Materials	621	12.5	2 211	44.4	-	-	300	6.0	1 852	37.2	4 983	5.1	447	4 304	233
C. Vehicles	276	7.8	976	27.7	-	-	2 274	64.5	-	-	3 526	3.6	1 159	94	2 274
D. Specialist Services	432	22.0	1 530	78.0	-	-	-	-	-	-	1 962	2.0	381	1 580	-
E. Training, Demonstrations and Research	1 609	19.1	5 665	67.3	29	0.3	354	4.2	766	9.1	8 423	8.7	691	7 443	289
F. Financial Services	1 643	18.2	5 834	64.6	739	8.2	-	-	822	9.1	9 038	9.3	1 923	7 115	-
G. Supervision and Implementation Costs	3 959	17.6	13 175	58.6	442	2.0	4 924	21.9	-	-	22 500	23.2	2 695	18 872	933
Total Investment Costs	14 333	16.2	49 994	56.6	1 209	1.4	13 074	14.8	9 755	11.0	88 365	91.0	17 013	64 844	6 509
Recurrent Costs															
A. O&M Natural Resource Management (NRM) Livestock Schemes	10	21.1	37	75.0	-	-	2	3.9	-	-	49	0.1	4	44	2
B. O&M Community Infrastructure	-	-	-	-	-	-	660	36.7	1 137	63.3	1 796	1.9	-	1 796	-
C. Non-incremental Line Agency Staff	105	1.5	372	5.4	-	-	6 379	93.0	-	-	6 856	7.1	-	6 856	-
Total Recurrent Costs	115	1.3	409	4.7	-	-	7 041	80.9	1 137	13.1	8 701	9.0	4	8 696	2
Total Disbursement	14 448	14.9	50 403	51.9	1 209	1.2	20 114	20.7	10 892	11.2	97 067	100.0	17 016	73 540	6 510
AsDB Interest during Implementation	-	-	1 600	-	-	-	-	-	-	-	1 600	-	-	-	-
Total Amount Financed	14 448		52 003		1 209		20 114		10 892		98 667				

^a Discrepancies in totals are due to rounding.



Expenditure Accounts by Components^a
(USD '000)

	Village Level Development		Agriculture & Natural Resource Management							Rural Fin. Service	Participatory Smallscale Infrastructure				Institutional Support					Total
	Impr. Women Status	Comm. Mobil.	Agric. & Crops		Hort. Ext.	Soil & Water Conser.	Live-Stock & Fodder	Comm. Forest.	Micro-Irrig. Scheme		Feeder & Link Roads	Water & Sanitat	Micro Hydel	Proj. Management	Sector Techn. Supp.	Benefit M&E NGO	Capaci Build.	Pre-proj Plan.	Retro-active Finan By IFAD	
			Ag. Ext.	Ag. Resear.														Recov. AsDB PPTA Grant		
Investment Costs																				
A. Civil Works	-	-	101	112	6	1 426	105	24	-	4 229	23 876	7 106	424	-	525	-	-	-	-	37 935
B. Equip. & Material	16	176	8	46	-	-	1 313	3 143	-	-	-	-	-	233	48	-	-	-	4 983	
C. Vehicles	-	933	356	137	151	330	387	310	-	-	-	-	-	922	-	-	-	-	3 526	
D. Specialist Services	-	-	-	-	-	-	-	7	130	-	754	-	-	71	-	597	403	-	1 962	
E. Training, Demos & Research	1 720	2 050	857	305	362	-	599	1 590	167	179	79	262	18	130	-	106	-	-	8 423	
F. Fin. Services Line of Credit	-	-	-	-	-	-	-	-	9 038	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 038	
G. Superv. & Imple. Cost	85	7 848	1 427	389	253	536	1 175	571	1 789	130	89	130	16	5 009	2 222	240	43	250	300	22 500
Total Investment Costs	1 821	11 007	2 749	989	772	2 292	3 579	5 644	11 123	4 537	24 798	7 497	457	6 365	2 796	837	552	250	300	88 365
Recurrent Costs																				
A. O&M NRM Livestock Scheme	-	-	-	-	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49
B. O&M Community Infrastructure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	412	778	412	193	-	-	-	-	-	-	1 796
C. Non-incremental Line Agency Staff	-	-	1 399	2 021	448	731	480	859	-	378	143	361	6	16	-	16	-	-	6 856	
Total Recurrent Costs	-	-	1 399	2 021	448	731	529	859	-	791	921	773	199	-	16	-	16	-	8 701	
Total Disbursements	1 821	11 007	4 148	3 010	1 220	3 023	4 108	6 503	11 123	5 328	25 720	8 270	656	6 365	2 812	837	567	250	300	97 067
Taxes	92	1 112	321	162	144	424	434	267	5	106	2 215	216	38	898	69	3	5	-	-	6 510
Foreign Exchange	183	1 468	435	187	148	672	509	229	2 060	765	6 640	1 573	112	1 095	192	263	11	250	226	17 016

^a Discrepancies in totals are due to rounding.

ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSES

A. Beneficiaries

1. Over 80% of the population live in poverty with an income below poverty line of USD 15. The direct target population in the project area project will be about 5 million (about 830 000 households). About 67 000 households (about 400 000 people) will benefit directly from various project activities such as village infrastructure, including link and feeder roads, improved drinking water supplies, small-scale irrigation works, and rural electrification from microhydels, agriculture, livestock and forestry enhancement activities. The introduction of rural financial services will enable increased rural employment and income-generation. Training for village mobilization, skills, microenterprise management, health, education, infrastructure O&M, and so forth, will involve a large proportion of the local population. It will also provide for institutional capacity-building through training. Women will be targeted for involvement in various economic and social activities.

B. Quantified and Non-Quantified Benefits

2. The village-level development (consisting of improving women's status and community mobilization) and the institutional support components are expected to have substantial but non-quantifiable effects in strengthening village institutions, mobilizing beneficiary activity, improving the condition of women and enhancing skills. Such benefits are important to mention but are difficult to incorporate in the economic analysis. Quantifiable project benefits are identified primarily in two components: strengthening agricultural livelihoods and participatory small-scale infrastructure. Since the project activities will be determined using a process approach, calculated ERR are indicative.

Strengthening Agricultural Livelihood

3. The agricultural sub-component consists of a variety of activities including improved crop demonstrations and seed multiplication efforts, horticultural demonstrations, and the installation of various soil and water conservation measures. As a result, beneficiaries' income will increase giving an estimated 27% rate of return. Bed nursery, potted nursery and afforestation activities have been included in the forestry sub-component. Participating households are expected to generate income through the eventual sale of forest products in addition to the more immediate sale of nursery output. The ERR is 29%. Many people in the project area are involved in livestock production. The project will include efforts to improve cattle, goat, sheep and poultry breeding and production. A goat and sheep breeding improvement model indicates an ERR of 36%.

4. Overall, the strengthening agricultural livelihood component is expected to yield an ERR of 27%. Before calculating this rate of return, costs were included from the village-level development component, which includes community organization activities relevant to implementing any of the activities in the strengthening agricultural livelihood component. Sensitivity analyses involving either a 10% increase in costs or a 10% decrease in benefits indicate that the ERR could drop to about 22% under such conditions.

Participatory Small-Scale Infrastructure

5. The roads included in the project are of two types: district council link roads and community-maintained feeder tracks. The feeder tracks are rudimentary and generally intended to connect individual villages with link or better roads. The link roads are, in turn, intended to connect a number of villages with a higher standard road. Benefits include reduced passenger and cargo traffic expenses



for existing levels of traffic in addition to traffic that is expected to be generated by the lower costs of transport. The sub-component ERR is 25%. In addition, non-quantifiable benefits will include improved access to educational and health facilities for villagers. The construction of several small microhydel facilities in various villages will provide a source of energy that is less costly for both households and local enterprises than is presently available. As with the village tracks, benefits include both cost savings on present energy use as well as on the increased energy use generated by the lower costs. The ERR of microhydel schemes is expected to be around 21%. Four types of small, community-managed irrigation schemes are planned for the project. These include dug wells, tubewells, ponds, and gravity-flow schemes. Benefits include increased cropping intensity made possible by irrigation as well as increases in yield. A combined ERR for these four types of schemes is 23%. For drinking water supply, the project will provide a variety of techniques including tubewells, hand pumps and gravity systems. Benefits are associated with improved health (measured by reduced medical expenditures) and the time saved for fetching water. An ERR of 22% is expected.

6. Overall, the participatory small-scale infrastructure component is calculated to have a 21% ERR, again after including costs of the village-level development component. Sensitivity analysis indicates only small expected decreases (to about 18%) if project costs increase by 10% or benefits fall by a similar margin.

The Whole Project

7. The overall project ERR, including strengthening agricultural livelihood and the participatory small-scale infrastructure components and costs of the institutional support component, is 19%. Either a 10% increase in project costs or a 10% decrease in benefits will have the effect of lowering the project returns to about 16%. Due to the diversified array of activities, the overall project returns are not particularly vulnerable to a change in any one variable, such as a commodity price or input cost.

C. Financial Assessment

8. Financial assessment is useful particularly for those activities that rely on beneficiaries for their implementation. This is especially true of the microenterprise loans and the agricultural and livestock sub-components. Crop budget analyses used in the agriculture and livestock components show sound financial returns with increased income far outstripping the increased costs to the farmers. Financial analyses of various microenterprises to be funded by rural financial service loans show similarly promising results involving solid returns to cash investment and to family labour inputs for the enterprises examined.

D. Subsidy, Willingness to Pay and Sustainability

9. Cost-sharing is incorporated into the activities of the project. For those activities that require a high level of organization and/or whose benefits are circumscribed to few recipients, the beneficiary funding requirement is highest. This applies to tubewell and dug well irrigation, and livestock artificial insemination or vaccination, which require a higher percentage of recipient funding. For those activities that have a large degree of public benefit, i.e. benefits are not captured by a few (as in the case of roads or drinking water supply), the project subsidy is larger. For the agriculture and natural resource management activities, beneficiaries are required to contribute from 2% for the crop and horticulture demonstrations up to 50% for the livestock artificial insemination and vaccinations. For the community infrastructure schemes, beneficiaries are required to contribute from 5 to 50%. However, the contribution can include the value of land, labour and local materials. In local surveys, communities have expressed their willingness to pay a share of costs if there is a recognized benefit. This commitment has also been borne out in other rural development projects in NWFP.



10. O&M of the community infrastructure will be undertaken by villagers because (i) they will have been involved in conceptualizing, designing and implementing the project; (ii) the technologies employed are generally basic and small scale; (iii) there is training in O&M provided under the project for each intervention; and (iv) complete disclosure and discussion of O&M implications is a part of the standardized community infrastructure selection process, and the communities are required to guarantee their understanding and commitment in the terms of partnership. For the somewhat larger district council link roads, the O&M requirements are beyond the capacities of villagers, and for these, formal commitment from the NWFP government will be required. In support of this, district government powers are being strengthened in the current process of devolution; this includes the ability to raise revenues from an array of local sources. The strengthened cost-sharing of the project notwithstanding, the remaining subsidy elements are justified on the grounds of (i) the marginal position of the rural poor and women, and (ii) the positive external benefits of the provision of certain public goods.

E. Social Dimensions

11. The project targets (i) poor communities in the rainfed areas of NWFP that are least served by infrastructure services and most isolated from social services, and (ii) the female population of this traditionally conservative social setting. Important aspects incorporated in the design of the project include (i) a process and demand-driven approach to respond to the felt needs and concerns of beneficiaries, (ii) increased beneficiary participation in both implementation and subsequent O&M of facilities, (iii) support from NGOs to help communities and line agencies adapt their procedures to a participatory approach, and (iv) a specific gender-strengthening component in addition to gender cross-cutting measures for all other project activities. These arrangements will provide better balance and linkage between sectors, and maximize the participation of men and women villagers in identification, planning, design, implementation, cost-sharing and O&M.

12. The promotion of gender balance is considered an important goal of the project. Formal and informal institutions in NWFP society are often dominated by men. Given the widespread cultural gender segregation, the line agencies in NWFP are generally unable to deliver services to women without employing women staff. The project aims to institutionalize gender mainstreaming as the key strategy in promoting gender equity. The strategy is to improve the subordinate status of rural women through project interventions and simultaneously improve the access of educated women to employment in the government line agencies. The project supports the placement of (i) gender specialists in the PLU, DIUs, the NGO district programme offices, and social organizing unit offices; and (ii) women technical staff in the line agencies. Project-financed women staff in line agencies are to be given permanent positions on an increasing basis at all levels when posts become available. Such measures will facilitate the implementation of the Government's own 5% quota for woman at all levels of public offices.

13. Since access to formal and non-formal education, extension and outside support services is very limited for women, the project is designed to provide (i) employment and service delivery support to women; (ii) formation of separate WOs, thus also promoting women's leadership; (iii) financial services targeting borrowers, of whom at least 30% will be women; (iv) training and support for economic endeavours undertaken by women; and social training and strengthening measures in village health, education, organizing and networking; and (v) rural infrastructure, such as water supply and improved village roads, to ease the household labour burden and improve access to outside resources.

F. Impact on Poverty

14. Poverty is widespread in the project area and evident in (i) low incomes, (ii) limited access to social services, and (iii) few opportunities to initiate change. The project provides the potential to increase income directly, through agriculture, horticulture, livestock, employment and skills training,



APPENDIX VI

and indirectly, through roads and other community infrastructure. To improve access to social services, the project supports community health and education enhancements; upgrading of roads and water supply; training in community organization, health, and education; and strengthening service providers (NGOs and line agencies). To engender the capacity to make change, the project empowers the rural poor by (i) catalyzing VOs/WOs and local decision-making processes; and (ii) aiming for sustainable linkages of VOs/WOs to strengthened local NGOs, to local governments and line agencies, and to the formal rural finance system. In these ways, the project not only provides direct interventions during implementation, but also a process to continue with poverty reduction in the future.